



Nº. X X I.

L'AMI DU PEUPLE,

ou

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de l'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

— Vitam impendere vero. —

VERSAILLES ET PARIS.

Du Jeudi 1 Octobre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Du 29 Septembre 1789.

Séance du soir.

*Décision de l'Assemblée sur la fonte de l'argen-
terie des Eglises. --- Décrets sur la réforme
de la procédure criminelle. --- Sur la préroga-
tive du Roi, de proposer quelque objet en con-
sédération à l'Assemblée. -- Sur la prérogative*

X

de faire des proclamations. ---- Sur le droit du pouvoir législatif de supprimer les commissions & emplois. ---- Fonctions de Censeur public, exercées par le Rédacteur dans l'Assemblée des Représentants de la Commune de Paris. ---- Un mot amical à un Commandant de Bataillon.

L'ORDRE du jour étoit la fonte de l'argenterie des Eglises.

Le décret à prononcer sur cette fonte a donné lieu à de nouveaux débats, & à plusieurs rédactions dont la suivante, après un léger amendement, a réuni la majeure partie des suffrages. Sur la proposition faite par un Membre de l'Assemblée, & l'adhésion de plusieurs Membres du Clergé, l'Assemblée invite les Evêques, Chapitres, Communautés, Fabriques & Confréries, de faire transporter aux monnoies les plus voisines, l'argenterie de leurs Eglises, qui n'est pas nécessaire à la décence du service divin.

A cette délibération a succédé la lecture d'un rapport du Comité judiciaire, sur l'instruction publique des procédures criminelles, la concession d'un Conseil à l'accusé, & des moyens de fournir des pièces justificatives. Ce rapport a été universellement applaudi, & l'impression en a été ordonnée.

Du 30 Septembre 1789.

Séance du matin.

M. le Président a mis à l'ordre du jour plusieurs articles du plan de travail du nouveau Comité de Constitution.

Article premier. Le Roi peut inviter l'Assemblée Nationale à prendre un objet en considération; mais la proposition des Décrets appartient exclusivement au Corps législatif, que l'Assemblée a consacré par un Décret après quelques discussions.

Art. II. Le pouvoir exécutif ne peut faire aucune loi, même provisoire; mais seulement des proclamations conformes aux Loix pour en ordonner ou en rappeler l'observation. Nouveau Décret qui consacre cet article.

Art. III. La création ou suppression des Officiers, Commissions & Emplois, appartient exclusivement au Corps législatif. --- Cet article a excité mille débats, que M. le Président termina par la lecture de la rédaction suivante: la création & suppression des Offices ne pourra avoir lieu qu'en exécution d'un acte du Corps législatif, sanctionné par le Roi. Rédaction qui a été adoptée, & la séance a été levée.

Observations essentielles sur le choix de nos délégués à l'Assemblée Nationale.

Serons-nous donc toujours de vieux enfants? N'aurons-nous jamais ni principes, ni vues, ni connoissances politiques? Les passions nous en imposeront-elles continuellement? Livrés à ces guides aveugles, nous jetterons-nous sans cesse sur un écueil pour en éviter un autre?

Le nouveau Comité de Constitution a fixé à sept cents vingt, le nombre des Représentants de la Nation. Ce nombre est trop grand de moitié, tout au moins: il est constant que plus une Assemblée est nombreuse, plus elle perd de temps

à de petites choses , & moins les affaires avancent. Le moyen que cela ne soit pas ; les esprits alors agités par un plus grand nombre d'intérêts divers , & partagés par un plus grand nombre d'opinions opposées , étant moins disposés à s'accorder sur le bien général , & à le faire.

Nous avons senti les cruels effets de cette fureur de briller , qui change nos délégués en rhéteurs , & consume le temps en vains discours. Pour éviter à l'avenir ce terrible inconvénient , le nouveau Comité ne veut composer les prochains Etats que de propriétaires , & de propriétaires qui paient à l'Erat une contribution équivalente à un marc d'argent ; c'est-à-dire d'hommes opulents , presque toujours sans éducation ou gâtés par une éducation vicieuse ; d'hommes adonnés à la dissipation , aux plaisirs , ou livrés à des spéculations de fortune , à l'intrigue , aux manœuvres : en un mot , d'hommes trop bornés pour avoir un avis même sur les affaires majeures ; ainsi l'Assemblée entière offrira à chaque instant le ridicule spectacle qu'une (1) partie vient d'offrir sur le *Veto suspensif*. Disons même que si de beaux parleurs en imposent à des hommes bornés , des hommes

(1) En déclarant qu'ils n'avoient point d'avis sur ce point capital , cent vingt-deux de nos Représentants n'ont pas craint de se donner à eux-mêmes un certificat d'imbécillité.

Bornés ne s'en imposent pas entr'eux : que de fots à faire les beaux esprits ! Ainsi nous retomberions dans le même inconvénient. Et comment l'éviter au milieu d'une Nation si peu réfléchie, au milieu d'une Nation babillarde, toujours conduite par sa sotte vanité ? Mais, hélas ! un malheur plus terrible encore, seroit la suite inévitable de ce règlement (1) dangereux. Comme la Noblesse & la Finance possèdent presque toutes les terres du Royaume, on ne verroit bientôt pour candidats que des Nobles, des Financiers ; & le Corps législatif ne formeroit enfin qu'une conjuration d'Aristocrates.

Les hommes ineptes ne sont bons à rien. Mais en leur supposant des connoissances, quel garant aurions-nous de la fidélité de nos Représentants, si la richesse étoit l'unique qualification requise. Insensés que nous sommes, nous attendons tout de la fortune, & nous comptons pour rien les lumières & les vertus, seules qualités qui rendent un candidat digne de notre confiance, & qui peuvent nous assurer de la sagesse de nos délégués, nous donner de bonnes Loix, & nous faire jouir des heureux fruits de la liberté.

(1) Ce début du nouveau Comité est un piège adroit, tendu pour nous perdre légalement.

Au choix de nos Représentants tiennent nos dernières espérances ; écartons donc de la lice les Prélats, les Nobles, les Financiers, les Membres des Parlements, les pensionnaires du Prince, les Officiers & leurs créatures : ces gens-là ne pourroient que nous perdre : nos mortels ennemis avant la journée du 12 Juillet, par quel prodige seroient-ils aujourd'hui nos fideles défenseurs ? Qu'une mauvaise conduite, l'oubli de l'honneur, des principes suspects & le manque de patriotisme soient aussi des titres d'exclusion ; que la gloire de servir la Patrie & de sauver l'Etat, soient le partage des hommes sages & des hommes de bien.

Vainement fixerions-nous les qualités qui seules doivent être requises de nos Représentants, si les Electeurs n'avoient eux-mêmes ni discernement, ni honnêteté. Les mœurs ! les mœurs ! quand elles manquent, rien ne les supplée, & l'Etat divisé par des factions criminelles, se voit enfin déchiré par ses propres enfants. Pour assurer l'impartialité des Electeurs, il importe d'écarter avec soin les moyens de séduction. Que tout candidat, convaincu d'avoir brigué ou capté un seul suffrage par des assiduités, des caresses, des promesses ou des présents, soit déclaré incapable de siéger dans l'Assemblée Nationale : & pour assurer la fidélité de nos Représentants, qu'ils soient

obligés de s'engager par serment de n'accepter du Gouvernement avant le terme de dix années, ni place, ni pension, de n'écouter aucune proposition de ses créatures, de rester inviolablement attaché aux intérêts de la Patrie, de défendre jusqu'à la mort les droits de la Nation & des Citoyens, & de se déclarer infâmes, si jamais ils étoient convaincus d'avoir manqué de foi.

L'Assemblée actuelle renferme une multitude de lâches qui ont trahi la confiance de leurs Commettants, & sacrifié les droits des Peuples pour consacrer ceux du Prince : ils sont indignes d'y siéger ; ils doivent en être exclus à jamais. Et crainte qu'ils n'échappent à l'indignation publique, j'ai pris l'engagement sacré de leur imprimer à chacun le cachet de l'opprobre sur le front.

Enfin pour contenir dans le devoir le Législateur lui-même, appuyons sur un point éternellement mis de côté par les Etats-Généraux ; je parle de la souveraineté du Peuple, du droit sacré qu'ont les Commettants de révoquer à volonté leurs Délégués, de leur nommer des substitués, & d'imprimer le cachet de l'infamie à ceux qui ont trahi leur devoir. Et où trouver des hommes qui veuillent servir la Patrie ? Ne craignez pas d'en manquer, tant que l'amour de la gloire ne sera pas éteint dans le cœur des François.

Suite de l'Hôtel de Ville de Paris,

Jugeant, sans doute, que le ton de ma feuille est dicté par mon cœur, on ne m'a pas dit un seul mot pour m'engager à en changer, & on a raison. Ainsi après m'être retiré pour laisser délibérer l'Assemblée, on m'a fait rentrer pour demander si je n'avois aucune dénonciation à faire contre quelque Membre relative à un abus de gestion. J'ai répondu que je n'en avois aucun contre les membres pris individuellement; mais que j'avois des griefs très-graves contre l'administration de quelques Comités. --- J'ai dénoncé la gestion ruineuse de l'ancien Comité des subsistances, & je me suis récrié que l'Assemblée des Représentants de la Commune se fût opposée à la reddition des comptes. On m'a répondu qu'on y travailloit. --- Je me suis récrié que l'Assemblée se fût érigée en Cour de Justice, & je l'ai requise de casser son décret signé de Vauvilliers, Blondel, Joli, déclarant le sieur de Beaumarchais habile à remplir les charges publiques. On m'a répondu qu'il ne siégeoit pas à l'Hôtel de Ville. J'ai insisté : l'Assemblée a détruit par ce décret, la confiance qu'avoient en elle les bons Citoyens; elle a compromis son honneur; faut-il que j'en sois plus jaloux qu'elle-même! Enfin, je me suis récrié contre la somme exorbitante offerte au Com-

mandant Général, dans un temps de calamité publique. On a gardé le silence, on m'a lu la déclaration que j'ai faite pour abus de à gestion la décharge des Membres de l'Assemblée pris individuellement; & je l'ai signée, bien entendu qu'elle ne peut valoir que pour les faits qui étoient à ma connoissance, au moment de la signature. Après quoi, on m'a prié de me retirer.

Je dois ici quelques observations à mes Lecteurs.

Au lieu de s'attacher à justifier la cabale aristocratique des Etats-Généraux, j'aurois été enchanté que M. de Vauvilliers n'eût pas glissé si adroitement sur ma dénonciation faite dans plusieurs Numéros, contre son ami M. le Maire. Assurément j'estime dans M. Bailly le Savant distingué, & je lui crois toutes les vertus domestiques: mais c'est avec douleur que je le vois à la tête de la Municipalité. Il a passé sa vie à étudier les Sciences exactes, il est peu versé dans les affaires publiques, & il tient au Gouvernement par des bienfaits, dont la délicatesse lui ordonnoit le sacrifice dès l'instant qu'il a paru se dévouer au service de la Patrie. Vous me direz, sans doute, qu'il a mérité la confiance publique par la fermeté qu'il a déployée le 11 Juillet: dites plutôt qu'il l'a perdue le 30 Août, par la tentative qu'il a faite d'attirer à lui toute l'autorité Municipale. Croyez-vous que cette tenta-

tive n'efface pas le mérite de s'être bien montré un jour de parade ? Le dessein d'envahir le pouvoir est un de ces crimes publics , que des Citoyens jaloux de leur liberté , ne pardonnent jamais : seul , il devoit suffire pour forcer la démission du Maire.

M. de Vauvillers a glissé pareillement sur ma dénonciation contre l'Assemblée des Représentants de la Commune , d'avoir attenté à la liberté des Citoyens , en s'opposant aux Assemblées du Palais Royal : il ne se soucioit pas , sans doute , de m'entendre appuyer sur cet attentat.

Voilà donc la censure publique établie en France par un simple Citoyen : la voilà consacrée par l'Assemblée Générale des Représentants du Peuple : seule , elle peut sauver la France , en forçant les corps à se purger eux-mêmes , en expulsant avec ignominie des emplois publics les hommes corrompus , les hommes vendus à l'autorité , les hommes suspects , en faisant trembler les Administrateurs infidèles , en contenant dans le devoir tout homme chargé d'une gestion publique , & en éloignant des affaires d'Etat , les hommes ineptes. Pour le bonheur de l'humanité , puisse mon exemple être bientôt suivi par tous les gens de bien. Puissent-ils ne jamais souiller par des vues personnelles , les sublimes fonctions de ce saint Ministère. Mettant de côté tout motif d'animosité , de haine , de vengeance , puissent-ils

y apporter toujours un cœur pur, brûlant de l'amour du bien public. Combien nos mœurs doivent changer ! Nous redoutons les puissants, & nous écrasons les foibles. Impardonnable lâcheté ! ce sont les dépositaires de l'autorité qui abusent de leur pouvoir qu'il faut attaquer sans ménagement, jusqu'à ce qu'ils soient précipités de leur trône : une fois perdus dans la foule, il faut les oublier.

*Un mot amical du Rédacteur à un Citoyen
inconsidéré.*

DIALOGUE.

« Eh bien ! qu'y a-t-il de nouveau ? *L'Ami du*
» *Peuple*, Monsieur, qui fait fracas dans la rue.
» Que diable ! j'avois donné ordre (1) aux pa-
» trouilles de l'enlever : j'vais repasser aux Corps-
» de-Garde pour donner de nouveaux ordres ». ---
Voilà un petit Dialogue dont j'ai des témoins dignes de foi : j'en établirai la preuve juridique. M. Patu des Hautchamps, Conseiller, Auditeur de la Chambres des Comptes, ami intime du Curé de Saint-Nicolas-des-Champs, & Commandant de bataillon, je vous somme d'être plus mesuré à l'avenir : respectez l'ouvrage de *l'Ami du Peuple*,

(1) Il l'a été effectivement, Lundi dernier.

il n'est destiné qu'à venger les droits de la Nation , assurer sa liberté , cimenter son bonheur. Si vous avez un grain de sens commun , cachez avec soin votre façon de penser , & tremblez de hasarder quelque démarche qui vous feroit passer pour ennemi du bien public ; je ne vous avertirai qu'une fois. Mes colporteurs ont ordre de se porter en foule dans votre District , & de vous remettre le premier N°. du jour. --- L'auroit-on imaginé, qu'un simple particulier auroit la témérité de supprimer de son chef un écrit avoué par le Public , & la folie de se rendre coupable d'un crime de leze-Nation ? Les voilà donc ces prétendus patriotes , qui déjà ne craignent plus de lever le masque ! A qui avez-vous confié votre autorité ? Aveugles Citoyens , n'ouvrirez-vous donc jamais les yeux ?

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, N°. 6.

Hôtel de Ville de Paris, Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *le Publiciste Parisien*, Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés , BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de L. JORRY, rue de la Huchette.